

Patrick NEIERTZ
H.E.C.

*Diplômé d'études supérieures
des Sciences Economiques,
Assistant à l'Ecole Nationale
des Cadres de l'Université
de Madagascar*

**SITUATION
DE L'ÉCONOMIE
A MADAGASCAR**

SOMMAIRE

- Section 1.* — Géographie et Histoire économiques
Section 2. — Démographie
Section 3. — Production
Section 4. — Transports
Section 5. — Echanges extérieurs
Section 6. — Politique économique.

**Section 1. — QUELQUES ELEMENTS DE GEOGRAPHIE
ET D'HISTOIRE ECONOMIQUES**

L'économie de Madagascar a été façonnée par :

- a) Son insularité.
- b) Ses trois régions naturelles.
- c) Son passé.

a) *La Grande Ile*

Madagascar est une île allongée (1.580 km) qui n'appartient ni tout à fait à l'Afrique, ni tout à fait à l'Asie. L'originalité de sa forme, de sa flore, de son peuplement, a contribué à en faire une entité qui ne se rattache à aucun de ces deux continents. Ce « monde à part » (Bastian) a cependant pour rançon de sa personnalité d'être éloigné des grands courants d'échanges internationaux et doit lutter contre le handicap d'un relatif isolement.

La Grande Ile est, en effet, à l'écart des grandes routes maritimes et aériennes : l'essentiel du commerce mondial reste situé au Nord de l'Equateur. La fermeture durable du canal de Suez pourrait toutefois atténuer la position « en bout de ligne » de Madagascar pour le fret maritime.

La proximité de l'Afrique Orientale (le canal de Mozambique a 400 km de large) n'a pas donné lieu à l'établissement de courants d'échanges importants : l'Afrique du Sud et les Etats de l'Est-africain comptent pour 0,8 % des importations et 0,2 % des exportations de Madagascar. Ici, les affinités géographiques naturelles ont été contrariées par l'histoire (peu de contacts, pendant longtemps, avec les territoires sous domination britannique et portugaise) ou par la politique (attitude raciale de l'Union Sud-Africaine et de la Rhodésie).

Le commerce inter-îles (avec les Comores, La Réunion, Maurice) n'est pas négligeable et est bénéficiaire pour la Grande Ile (9 % des exportations, 0,5 % des importations).

Avec le reste du monde, les distances maritimes montrent avec éloquence le coût de l'éloignement austral de la Grande Ile ; le tableau suivant indique les distances entre pays producteurs et pays consommateurs de café (la première exportation malgache) et donne une idée des excédents de distance que doivent absorber les coûts des exportations et importations de Madagascar.

(en kilomètre)			
<i>Clients</i> \ <i>Producteurs</i>	BRESIL (Rio-de-Janeiro)	COTE-D'IVOIRE (Abidjan)	MADAGASCAR (Diégo-Suarez)
AMERIQUE DU NORD (New-York)	9.750	8.250	17.260
EUROPE (Marseille)	10.875	6.750	15.420

b) *Trois régions naturelles*

On peut grossièrement découper l'Ile en trois bandes parallèles orientées Nord-Est/Sud-Ouest :

- la région des plateaux au Centre ;
- l'étroite bande à l'Est ;
- les régions aux vastes espaces à l'Ouest.

Sauf pour l'extrême-Nord et l'extrême-Sud, les trois régions accolées ont chacune des caractéristiques physiques particulières qui ont déterminé largement la vie économique.

A. — LES PLATEAUX

Les Hautes-Terres bénéficient d'un climat tempéré et d'une densité de population relativement élevée ($d = 26$ pour la province de Tananarive). L'agriculture y est la plus évoluée de l'île, les voies de communication relativement denses et en bon état. Les populations merina et betsileo qui s'y trouvent sont entrées de bonne heure en contact avec l'extérieur et sont parmi les mieux préparées à accepter les modifications de comportements liées au développement. Ces régions sont actuellement les mieux mises en valeur de l'île ; elles constituent naturellement un pôle d'entraînement pour le développement de l'économie et tendent à fixer les efforts d'industrialisation liés à l'agriculture et à l'élevage (valorisation du cheptel et développement de la production laitière du Programme des Grandes Opérations). L'intensité de l'effet d'entraînement des plateaux sur les régions avoisinantes (Moyen-Ouest, région de Majunga, Tamatave) est liée à la création d'une solide infrastructure de transports.

B. — LA COTE EST

Cette région étroite comprise entre la forêt dense qui couvre le rebord oriental des Hautes-Terres et la mer souffre de la mauvaise répartition de sa population et de voies de communication insuffisantes. La population clairsemée des collines a toujours vécu de cueillette et de cultures sur brûlis (tavy) sans souci de la dégradation rapide des sols, ni de rendements intensifs, ce qui aboutit à un surpeuplement sur la côte elle-même. Accroître les rendements sur la longue période est ici le concept le plus difficile à intégrer à la mentalité paysanne d'ailleurs plutôt encline à un repli sur ses traditions, frein considérable au modernisme.

L'enclavement est un autre problème de cette bande côtière pourtant riche en possibilités agricoles (riz, manioc et arachides du lac Alaotra, café tout le long de la côte, opération « palmier à huile »,

opération « banane », girofle, poivre). Les communications sont en effet difficiles dans deux directions : d'une part, parallèlement au littoral (entre Fort-Dauphin et Farafangana, entre Mananjary et Tamatave, au-delà de Tamatave), d'autre part, perpendiculairement au littoral (trois routes seulement pour monter sur les plateaux et absence de bonnes voies secondaires pour relier aux ports les centres de collecte).

C. — LA COTE OUEST

Plateaux interminables ou vastes deltas, les territoires peu montagneux que l'on rencontre à l'Ouest des Hautes-Terres sont pourvus d'une faible végétation et de variations climatiques de grande amplitude. Malgré la faible densité de leur peuplement et une absence presque totale de mise en valeur jusqu'à ce jour, les deux bassins du Boina et du Menabe offrent de belles possibilités de développement : élevage et culture extensifs attendent d'y être entrepris sur des bases modernes. Sur ces vastes étendues néanmoins, le coût des infrastructures nécessaires est souvent prohibitif.

c) *L'héritage du passé*

Madagascar est un pays jeune dont l'économie reste façonnée par les conditions de son histoire moderne. De la période coloniale, elle a hérité une organisation administrative unificatrice, un taux de scolarisation relativement élevé (41 % dans l'enseignement primaire en 1960 contre 25 % au Sénégal et en Côte-d'Ivoire), une nette amélioration de la situation sanitaire (lutte anti-amarile) et quelques opérations de colonisation agricole réussies (Lac Alaotra, Nossi-Bé, vallée de la Betsiboka, vallée du Mandrare, Sakay). Mais le bilan de la présence française est loin d'être entièrement positif. Madagascar n'a jamais bénéficié d'un effort de mise en valeur comparable à celui entrepris en Indochine ou en Afrique du Nord. A l'indépendance, on pouvait recenser dans l'économie malgache les faiblesses suivantes :

— *inégalité de la mise en valeur agricole* : à côté des grandes exploitations citées ci-dessus, la petite colonisation n'a pas créé de richesse durable en partie par manque de moyens et d'esprit d'entreprise, en partie par suite de ses mauvais rapports avec la population indigène (exploitation de la main-d'œuvre, métayage abusif) qui expliquent sa rapide liquidation après l'indépendance.

— *absence de politique agricole cohérente* : le choix des cultures d'exportation a été déterminé par des besoins métropolitains en partie conjoncturels; la priorité a été donnée successivement à des productions diverses (riz, puis café, puis coton) sans esprit de suite ; une multitude de structures d'encadrement du paysannat (Collectivités autochtones

rurales en 1950, Communes rurales autochtones modernisées en 1952, Secteurs de paysannat en 1954, Groupement de collectivités en 1955) a été essayée sans prise réelle sur les masses rurales.

— *indigence des voies de communication* : en 1960, le réseau de routes praticables toute l'année représentait 7.200 km dont 2.000 km goudronnés, soit 11,7 km de routes praticables par 1.000 km² contre 43,5 au Sénégal, 34,6 à la Côte-d'Ivoire, 26,1 au Mozambique ; soit encore 1,44 km pour 1.000 habitants contre 4,5 au Sénégal, 3,3 à la Côte-d'Ivoire, 4 en Mozambique. (Commissariat Général au Plan — Economie Malgache 1950-1960). Pendant une partie de l'année, l'économie était géographiquement désarticulée puisque certaines régions (Diégo-Suarez, Morondava) ne pouvaient communiquer avec la capitale par la route. L'état général du réseau routier « praticable » était d'ailleurs nettement insuffisant : vétusté des ouvrages d'art, revêtement prévu pour une circulation « légère », ne permettaient pas de considérer le réseau revêtu comme un acquis définitif quelle que soit l'évolution du trafic.

Quant aux 860 km de voies ferrées, ils sont handicapés par les faibles tonnages/essieu transportés bien qu'ils aient le mérite, comme le signalait R. GENDARME, de relier des pôles économiques complémentaires (Tananarive - Lac Alaotra, Tananarive - Tamatave, Fianarantsoà - Côte-Est).

— *taux de frets élevés* : la desserte maritime de Madagascar était aux mains de trois compagnies réunies en une « Conférence des lignes de navigation desservant l'Océan Indien », appliquant des tarifs nettement supérieurs à ceux qui auraient résulté du libre jeu de la concurrence internationale.

Exemple cité par R. GENDARME — « *L'économie de Madagascar* »

Taux de frets (Année 1957)	MADAGASCAR		COTE-D'IVOIRE
	Tamatave	Fort-Dauphin	Abidjan
Import :			
Ciment	3.300 FMG	3.600 FMG	1.450 FMG
Farine	3.800 »	4.150 »	1.450 »
Export :			
Café	8.600 »	9.750 »	5.450 »
Riz	4.600 »	5.150 »	2.850 »

— *économie de traite* : trois grandes compagnies d'import-export (Lyonnaise, Marseillaise, Rochefortaise) appuyées à l'échelon local sur le réseau des intermédiaires chinois et indiens, détenaient entre leurs mains l'essentiel de l'économie du pays comme le montre le tableau suivant :

SOURCE : BASTIAN — *Géographie de Madagascar* (1965)

<i>Compagnie Lyonnaise de Madagascar</i> (1897) Comptoirs commerciaux	<i>Compagnie Marseillaise de Madagascar</i> (1898) Comptoirs commerciaux	<i>Société Industrielle et Commerciale de l'Emyrne</i> (1911) Comptoirs commerciaux
<ul style="list-style-type: none"> — Plantations (café - riz - tabac) exploitées par la CAIC — (Cie Agricole Industrielle et Commerciale). — Mines (or - graphite). — Représentations diverses. 	<ul style="list-style-type: none"> — Plantations de café (Nosy-Varika) CAIM (Cie Agricole et Industrielle de Madagascar) (riz - tabac - sisal). — Sucreries de Namakia. — Sucreries de la SOSUMAV. — Salines de Diégo. — Madauto — Représentations diverses. 	<ul style="list-style-type: none"> — Concessions dans l'Itasy — Terrains de pacage. — Usines de conserves de viande — Représentations diverses.

Ces compagnies à vocation essentiellement commerciale pratiquaient l'économie de quasi-troc (collecte des produits primaires puis vente immédiate aux petits producteurs de biens de consommation importés) caractéristique de la traite coloniale. Elles réalisaient sans grande difficulté des profits énormes dont une part minime était réinvestie dans le pays. Les liaisons financières entre elles et leur intérêt bien compris aboutissaient à maintenir des prix élevés (biens d'importation, frets, énergie) et à bloquer l'industrialisation du pays (sauf quelques unités de traitement agricole : huileries, rizeries, conserveries).

— *retard de l'industrialisation* : outre l'oligopole des compagnies d'import-export, la faiblesse de l'industrialisation a pour cause le peu de capitaux et d'entrepreneurs dynamiques que la Grande Ile ait su séduire. Les seules industries conséquentes implantées alors (cimenterie, filatures) furent dues au repli de capitaux indochinois en 1954.

— *concentration des échanges extérieurs* : en 1960, la part de la zone Franc dans les importations de Madagascar était de 76 % (dont 70 % pour la France métropolitaine) ; pour les exportations 73 % (dont 55 % pour la France).

En résumé : — un pays aux conditions naturelles peu favorables : grands espaces, aléas climatiques, relief difficile, sol souvent dégradé par l'homme ou le bœuf, éloignement international.

— cependant : grande variété des productions agricoles qui assureraient, moyennant une redistribution efficace, une autarcie possible.

— en 1960 : une économie dominée par l'extérieur, peu articulée, peu développée, avec des goulots d'étranglement sérieux.

Section 2. — DEMOGRAPHIE

La population malgache est :

- une population en croissance rapide ;
- une population diversifiée ;
- une population inégalement répartie.

a) La croissance démographique

Au cours des dix dernières années, la population malgache a augmenté de près de 1.500.000 habitants. Le taux d'accroissement annuel (excédent des naissances sur les décès) s'établit, selon les calculs (les statistiques manquent encore de précision dans ce domaine), entre 2,2 et 2,6 % (France : 0,8 %). La natalité est particulièrement vigoureuse : 3 à 4,5 % selon les années, et la mortalité est en chute spectaculaire depuis une quinzaine d'années (actuellement de 1 à 2 %) à la suite de l'éradication totale ou partielle des grandes endémies (peste, variole, paludisme, bilharziose, tuberculose).

Il faut remarquer qu'un tel taux d'accroissement signifie un doublement de la population tous les 28 ans environ. Voici un tableau prévisionnel pour les 100 années à venir, construit avec un taux d'accroissement constant de 2,2 % (hypothèse faible).

SOURCE : E.N.P.S — Formation au développement.

Année	Population
1966	6.200.000
1976	7.564.000
1986	9.228.080
1996	11.258.258
2006	13.735.076
2016	16.756.793
2026	20.443.287
2036	24.940.810
2046	30.437.788
2056	37.134.000
2066	45.303.480

(Remarque. — Le chiffre de base pour 1966, 6.200.000, semble faible ; l'évolution administrative pour cette année était 6.614.000).

Cet essor démographique doit être présent dans tout jugement sur la situation actuelle ou les perspectives de l'économie malgache : en particulier, toute appréciation de l'accroissement du produit ou du revenu national doit tenir compte de cet excédent de bouches à nourrir.

La structure de la population évoquée par la pyramide des âges (étirée à la base selon le type, des populations croissantes) indique l'importance de l'élément jeune (40 % de la population ont moins de 15 ans) ; la population active doit supporter la charge considérable d'une population inactive supérieure en nombre. Cette population jeune peut, toutefois, constituer un facteur de développement dans la mesure où elle suscite la création d'emplois nouveaux ; il ne faut pas oublier cependant les coûts collectifs d'infrastructure supplémentaire qu'elle comporte : maternités, écoles, emplois nouveaux ; selon NURKSE, la création d'un emploi nouveau suppose, en moyenne, l'introduction d'un capital de 250.000 FMG).

**Répartition par âges et par sexes de la population malgache
(I.N.S.R.E. 1967)**

<i>Age</i> \ <i>Sexe</i>	MASCULIN	FEMININ	TOTAL
	14 ans et —	1.307.955	1.274.839
15 à 20 ans	584.868	633.420	1.218.288
21 ans et +	1.445.255	1.530.633	2.975.888
TOTAL	3.338.078	3.438.892	6.776.970

b) *La composition de la population*

Produits d'immigrations successives d'origine malayo-polynésienne, africaine et arabe, la population malgache est composée d'une vingtaine d'ethnies aux traditions et modes de vie particularistes auxquelles il faut ajouter quelques minorités étrangères dont l'importance économique est grande.

On peut tenter le classement géographique et économique des diverses ethnies selon le tableau suivant :

Ethnies	Population	Localisation	Groupes dérivés	Caractéristiques économiques
<i>Antandroy</i>	370.473	Extrême-Sud	Karimbola	Groupes repoussés dans des contrées-refuges (forêt, bush) ; vie de cueillette, d'élevage et de tavy (forêt).
<i>Bezanozano</i>	50.547	Forêt de l'Est		
<i>Mahafaly</i>	108.756	Sud-Ouest		
<i>Tanala</i>	285.860	Forêt de l'Est	Zafimaniry	
<i>Antaifasy</i>	48.646	Côte-Est (Farafangana)	Sahavoay ; Zafisoro	Peuples à forte densité ; divisions ethniques nombreuses ; reflet du compartimentage géographique du littoral Est. Culture ou cueillette pour l'exportation. Habitude du commerce et du contact avec les étrangers.
<i>Antaimoro</i>	244.843	Côte-Est (Manakara)	Antesimatra ; Onjatsy ; Antaivato ; Antaimanambondro	
<i>Antaisaka</i>	355.639	Côte-Est (Vangaindrano)	Masianaka	
<i>Antambahoaka</i>	27.078	Côte-Est (Mananjary)		
<i>Antanosy</i>	157.203	Fort-Dauphin		
<i>Betsinisaraka</i>	997.571	Côte-Est	Betanomena ; Vorimo	
<i>Tsimihety</i>	477.261	Nord-Ouest	Nord-Ouest	
<i>Bara</i>	239.640	Sud-Ouest	Sahafatra	Pasteurs habitués à l'élevage extensif des grands espaces de l'Ouest.
<i>Sakalava</i>	381.753	Ouest	Behosy ; Masikoro ; Vezo ; Mikea	
<i>Betsileo</i>	806.153	Fianarantsoa	Kinoto	Peuples des hautes-terres habitués à travailler pour vaincre des conditions naturelles plus dures (altitude) ; agriculture évoluée ; sens de l'organisation administrative (Merina).
<i>Merina</i>	1.744.685	Plateaux	Vakinankaratra ; Marofotsy	
<i>Sihanaka</i>	153.812	Lac Alaotra	Tanosimbohangy	

Quant aux étrangers, ils représentent 100.000 personnes sur un total de 6.776.970 habitants (au 1^{er} janvier 1967) et se répartissent ainsi :

Source I.N.S.R.E. (Population au 1^{er} janvier 1967)

Français	32.938
Comoriens	36.882
Autres Africains	848
Britanniques	670
Grecs	676
Autres non-Asiatiques	1.104
Chinois	9.203
Indiens	17.055
Autres Asiatiques	1.430

c) *Répartition de la population*

A. — REPARTITION GEOGRAPHIQUE

La densité globale de la population (11 habitants au km²) montre la faiblesse du peuplement (aux Pays-Bas d = 366) mais elle rend mal compte de la répartition de cette population, très inégale selon les régions. De fortes densités se rencontrent à l'Est d'une ligne allant de Maroantsetra à Tuléar, mais le reste du pays est souvent désertique en dehors des centres urbains.

Densité au km² par province en 1965 (population 6.234.433)

Provinces	Densité au km ²	
Tananarive	26,01	} Provinces du centre et de l'Est.
Fianarantsoa	15,51	
Tamatave	13,76	
Majunga	5,01	} Provinces du Nord et de l'Ouest.
Tuléar	6,11	
Diégo-Suarez	11,72	

(Inventaire Socio-Economique de Madagascar — I.N.S.R.E.)

En fait, plus de 60 % des habitants vivent sur 1/5^e du territoire : sur les plateaux et le littoral oriental.

Cette population est essentiellement agricole : plus de 85 % des Malgaches vivent dans des agglomérations inférieures à 2.000 habitants.

Taille des agglomérations	% de la population de résidence habituelle
Jusqu'à 500 habitants	76,9
501 à 1.000 habitants	6,1
1.001 à 2.000 habitants	2,8
2.001 à 5.000 habitants	3,7
5.001 à 10.000 habitants	1,2
10.001 à 20.000 habitants	1,6
Plus de 20.000 habitants	7,7
Ensemble	100,0

(SOURCE : Recensement 1960 — Min. Coopération — Paris)

Ce faible taux d'urbanisation est comparable à ceux d'autres pays de l'O.C.A.M. mais très différent de celui d'un pays européen :

Pays	Population urbaine en %	Population rurale en %	Ensemble
Sénégal	26,7	73,3	100
Côte-d'Ivoire	15,5	84,5	100
Madagascar	14,2	85,8	100
Dahomey	12,1	87,9	100
Guinée	9,8	90,2	100
Haute-Volta	7,9	92,1	100
France	63,9	36,1	100

(SOURCE : Min. Coopération — Paris)

L'inégalité des densités sur le territoire est accrue par la fréquence des mouvements migratoires. Pour des motifs de surpeuplement ou de pauvreté (Androy), les régions du Centre et du Sud-Est ont d'anciennes traditions d'émigration de leurs populations. Les ethnies les plus dispersées dans l'Ile (souvent de façon temporaire) sont : les Merina, les Tsimihety, les Antandroy, les Antaisaka, les Antaimoro, les Antanosy...

Dispersion en % des ethnies par province.

Ethnies	Tananarive	Fianarantsoa	Tamatave	Majunga	Tuléar	Diégo-Suarez	TOTAL
<i>Antaimoro</i>	0,8	75,5	3,8	7,8	1,5	10,6	100,0
<i>Antaisaka</i>	0,4	74,7	1,3	8,0	12,8	4,8	100,0
<i>Antakarana</i>	0,2	0,1	ε	0,7	ε	99,0	100,0
<i>Antandroy</i>	2,0	2,0	1,9	4,4	84,7	5,0	100,0
<i>Antanosy</i>	0,5	0,8	1,4	2,1	93,1	2,1	100,0
<i>Bara</i>	1,9	35,0	0,5	6,2	55,1	1,3	100,0
<i>Betsileo</i>	5,5	77,0	0,8	8,2	6,9	1,6	100,0
<i>Betsimisaraka</i>	0,4	13,1	72,7	2,2	0,1	11,5	100,0
<i>Mahafaly</i>	0,4	0,2	0,2	2,2	99,8	2,2	100,0
<i>Makoa</i>	1,2	ε	2,0	83,2	7,8	26,0	100,0
<i>Merina</i>	86,8	3,0	4,2	3,7	1,2	1,1	100,0
<i>Sakalava</i>	0,9	0,1	0,2	32,8	48,1	17,9	100,0
<i>Sihanaka</i>	1,0	0,1	78,2	18,9	0,3	1,5	100,0
<i>Tanala</i>	0,3	90,4	0,1	1,6	6,5	1,1	100,0
<i>Tsimihety</i>	0,1	ε	4,6	86,7	ε	28,6	100,0

(Inventaire Socio-Economique de Madagascar — I.N.S.R.E. 1965).

Quant aux étrangers, leur répartition est fonction de leur rôle économique : les Français, fonctionnaires, commerçants ou militaires, sont pour moitié à Tananarive, puis Tamatave (Réunionnais) et Diégo ; les Comoriens sont surtout dans le Nord et le Nord-Ouest ; les Chinois sur les plateaux et à Tamatave ; les Indiens sont les plus dispersés.

Répartition des étrangers en % de chaque nationalité.

Nationalités	Tananarive	Fianarantsoa	Tuléar	Diégo	Tamatave	Majunga	ENSEMBLE
Français	47,3 %	5,9 %	4,4 %	15,4 %	18,6 %	8,4 %	100
Comoriens	7,3 %	0,3 %	1,5 %	25,5 %	4,0 %	61,4 %	100
Chinois	38,6 %	8,7 %	1,4 %	8,6 %	40,6 %	2,1 %	100
Indiens	23,1 %	3,6 %	7,4 %	18,8 %	10,6 %	36,5 %	100
Total Etrangers	32,3	3,9	4,7	18,6	13,8	26,7	100

(Min. Coopération — Paris 1960).

B. — REPARTITION PAR ACTIVITES

La population active malgache est essentiellement agricole (secteur primaire) ; pour connaître la répartition des 15 % non employés dans le secteur primaire, nous pouvons utiliser le recensement urbain de 1960 ; on y retrouve une partie du secteur primaire (agriculture, mines) : paysans et ouvriers miniers habitant les districts urbains ; on y voit surtout la répartition entre secteur secondaire (industries) et secteur tertiaire (commerces, services, administrations).

en %

<i>Villes</i> \ <i>Secteurs</i>	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire	Ensemble
TANANARIVE	7,9	21,0	71,1	100
FIANARANTSOA	25,0	27,2	47,8	100
TAMATAVE	4,0	20,6	75,4	100
MAJUNGA	4,7	25,2	70,1	100
TULEAR	26,2	24,8	49,8	100
DIEGO-SUAREZ	7,2	32,3	60,5	100
Ensemble	10,3	23,3	66,4	100

(Min. Coopération).

Il est intéressant de décomposer le secteur tertiaire en sous-secteurs : Transports — Commerces, banques, assurances — Services publics — Divers :

en %

<i>Villes</i> \ <i>Sous-Secteurs</i>	Transports	Commerces banques assurances	Sces publics administrations, annéc	Autres services	Ensemble
TANANARIVE ..	12,6	27,9	29,3	30,2	100
FIANARANTSOA	10,4	20,0	44,8	24,8	100
TAMATAVE	22,2	28,5	27,1	22,2	100
MAJUNGA	13,9	31,1	30,4	24,6	100
TULEAR	12,2	25,4	34,4	28,0	100
DIEGO-SUAREZ	9,7	21,3	50,8	18,2	100
Ensemble	13,4	27,1	32,3	27,2	100

(Min. Coopération).

Si l'on abandonne la classification en secteurs économiques pour une classification juridique des secteurs d'activités, la population active (malgache uniquement) des six villes se présente ainsi :

en %

Secteur d'activité Villes	Public	Semi-Public	Privé	Militaire	Ensemble
TANANARIVE ...	18,6	3,6	73,2	4,6	100
FIANARANTSOA ..	13,3	1,2	76,7	8,8	100
TAMATAVE	24,0	16,0	57,2	2,8	100
MAJUNGA	18,1	0,1	78,9	2,9	100
TULEAR	12,2	3,7	79,7	4,4	100
DIEGO-SUAREZ ..	13,7	—	65,7	20,6	100
Ensemble	17,6	4,0	72,7	5,7	100

(Min. Coopération).

Section 3. — LA PRODUCTION

La production intérieure brute de Madagascar (valeur de la production agricole autoconsommée + valeurs ajoutées par la production agricole commercialisée, la production industrielle et les services) était en 1962 (dernière parution de comptes économiques détaillés) de 119 milliards FMG.

Dans un récent discours devant le Sénat, il était dit : « La production intérieure brute est passée de 132,5 milliards de francs en 1964, à 154 milliards en 1967, et si le taux d'accroissement de 5,3 % par an prévu par le plan n'a pas été atteint en 1965, il l'a été par contre en 1968 et il a dépassé 6 % en 1967 ».

Ces chiffres exprimés en francs courants risquent de fausser la réalité si on ne leur applique pas la correction due à la hausse moyenne des prix (passage à des chiffres en francs constants) : celle-ci est estimée à 2,5 ou 3 %. Si l'on calcule la production intérieure brute en francs constants 1960, en retenant 2,5 % comme hausse des prix annuelle (hypothèse favorable), on voit que l'évolution réelle de la production intérieure brute a été de 1960 à 1966 un accroissement de 1,84 % par an en moyenne. Dans ces conditions, l'accroissement démographique de 2,2 à 2,5 % par an prend sa véritable dimension (qui est, à vrai dire, commune à beaucoup de pays en voie de développement) : celle d'un grave problème car les efforts de développement peuvent être annihilés par une démographie galopante.

On utilise parfois comme mesure globale d'une économie un autre concept, le produit intérieur brut, qui ajoute à la production intérieure brute les services rendus par l'Administration et évalués au montant global des traitements versés par celle-ci. La production intérieure brute malgache a évolué ainsi depuis 1960 (les chiffres postérieurs à 1962 sont des extrapolations des agrégats de cette année).

en milliards FMG

	1960	1962	1963	1964	1965	1966	1967 (estimation)
Agriculture, Forêt et Pêche	51	52	52	54	54	55	56
Industrie	13	14	14	16	17	19	21
Transports	12	13	14	15	16	18	19
Commerce	28	29	29	31	31	32	32
Services	11	12	13	13	14	15	15
Administration	19	27	28	31	33	35	37
dont :							
(financement étranger)	(7)	(12)	(6)	(6)	(7)	(6)	
(financement local)	(12)	(15)	(22)	(25)	(26)	(29)	
Produit intérieur brut aux prix du marché	134	147	150	160	165	174	180
(impôts indirects inclus)		+ 9,7 % (sur 2 ans)	+ 2 %	+ 6,6 %	+ 3,1 %	+ 5,5 %	+ 3,4 %
Accroissement (francs courants)							
Accroissement réel (francs constants)		+ 4,7 % (sur 2 ans)	- 0,5 %	+ 4,1 %	+ 0,6 %	+ 3 %	+ 0,9 %

(SOURCE : I.N.S.R.E.)

EVOLUTION DU PRODUIT NATIONAL BRUT PAR HABITANT

	1962	1963	1964	1965	1966
P.I.B (en milliards FMG)	147	150	160	165	174
Solde des revenus et paiements de facteurs extérieurs (milliards FMG)	- 10	- 10	- 10	- 9	- 7
Produit National Brut (milliards FMG)	137	140	150	156	167
Population (en millions d'habitants)	5.657	5.882	6.104	6.336	6.614
P.N.B. par tête (en FMG courants)	24.217	23.801	24.574	24.621	25.249
P.N.B. par tête (en FMG constants, 1962 hypothèse dépréciation 2,5 % régulière)	24.217	23.220	23.390	22.863	22.874

La lenteur apparente de la croissance du Produit Intérieur brut est due à la faible croissance de la production commercialisée du secteur agricole (un peu plus de 1 % par an) qui représente en 1966 32 % du Produit Intérieur brut. Depuis 1960, les secteurs de l'industrie et des services ont augmenté de 6,5 % et 5,5 % par an. L'administration, poursuivant un mouvement amorcé entre 1950 et 1960, a vu sa masse salariale augmenter au taux rapide de 11 % par an ; elle représente actuellement 20 % du Produit Intérieur brut.

La production se décompose en :

- production agricole ;
- production industrielle.

a) *Agriculture et élevage*

Environ 65 % de la production agricole sert à l'autosubsistance des masses rurales ; cette production en vue de l'autoconsommation semble s'accroître au même rythme que la population. Les résultats varient selon les produits :

A — *Le riz* : Le riz entre pour 40 % dans la production agricole malgache ; il est le principal facteur d'accroissement de celle-ci. La riziculture s'opère dans des conditions très variées, allant de la culture sur brûlis à la culture intensive : l'éventail des rendements est très ouvert (de moins d'une tonne/ha dans les rizières de *tavy* à 7 et 8 tonnes/ha en double culture au Lac Alaotra). La production annuelle est d'environ 1.300.000 tonnes, ce qui n'est pas suffisant pour assurer la marge de sécurité nécessaire : l'opération Production Rizicole s'est fixé un objectif de 400.000 tonnes supplémentaires sur les Hauts-Plateaux.

La modernisation du secteur rizicole a bénéficié d'une grande partie des investissements ; l'effort porte des fruits puisque les rendements moyens sont passés de 2,31 t/ha en 1964-1965, à 3,01 en 1967-1968 (Source : enquête MAER portant sur 235.188 ha sur un total de 660.000 ha de rizières aménagées). Il reste beaucoup à faire en matière de vulgarisation des techniques, rationalisation de la collecte, du stockage et des transports, concentration et modernisation des rizeries. Cet effort doit viser l'accroissement du marché local mais aussi l'exportation des riz de luxe et demi-luxe (actuellement de 25.000 à 50.000 t., soit 2 milliards FMG en 1967).

B — *Le café* : Première culture d'exportation de Madagascar (32 % de la valeur des exportations = 8 milliards FMG en 1967), le café est affronté aux problèmes de cette denrée sur le marché mondial : contingentement de l'Accord international sur le café, préférence pour l'arabica, cours mondiaux faibles. ...La politique du plan quinquennal visait à

réduire l'aire d'implantation (en particulier reconverter le Nord en cacaoyer), renouveler la plantation par des plans à meilleur rendement, améliorer les qualités, résoudre le problème des voies de communication pour la collecte, améliorer le ravitaillement vivrier des régions productrices, stabiliser le revenu du producteur (les négociations sur le renouvellement de l'accord de Yaoundé ont en ce domaine une grande importance).

C — *Le sucre* : Alors que le café est cultivé par une multitude de petits propriétaires (1/10^e seulement des surfaces plantées appartiennent à de grandes concessions), la production de sucre est essentiellement le fait de grandes sociétés dans le Nord-Ouest de l'Ile (Sosumav, Namakia, Nossi-Bé), et la Bourdoinais sur la Côte-Est. Les exportations de sucre ont atteint une valeur record de 2,1 milliards FMG en 1967, grâce au remplacement des achats préférentiels français par des accords avec le Sénégal et la Côte-d'Ivoire. Le marché intérieur est en expansion (campagnes de promotion) ; un débouché supplémentaire serait le développement de l'industrie du fruit (confitures).

D — *La vanille* : Localisée surtout dans le Nord, elle rapporte environ 2 milliards FMG par an. Une crise sérieuse de mévente a poussé au cours de ces dernières années à l'organisation de la profession au soutien des cours et la recherche d'un élargissement du marché. Madagascar, premier producteur mondial de vanille, doit lutter, de même que pour le sisal, contre la concurrence des produits synthétiques.

E — *Le cheptel* : Le cheptel bovin est considérable (plus de bœufs que d'habitants) mais très mal mis en valeur (5 % seulement de la valeur des exportations). Le tableau suivant montre la faible rentabilisation de ce potentiel :

Cheptel bovin		Têtes par habitant	Taux d'abattage	Production de viande par tête de bétail	Production de lait par tête et par an
Madagascar	7.600.000	1,43	8 %	115 kg	105 l.
Sénégal	1.500.000	0,6	—	130 —	
Côte-d'Ivoire	270.000	0,08	7 %	140 —	
Inde	160.000.000	0,4	4,5 %	—	220 l.
Brésil	75.000.000	1,04	9 %	166 —	
U.S.A.	100.000.000	0,54	27 %	260 —	3.000 l.
France	18.000.000	0,4	18 %	275 —	2.255 l.
Australie	16.500.000	1,6	22 %	210 —	1.930 l.

(Extrait de Bastian : Madagascar, étude géographique et économique).

Le Gouvernement Malgache, depuis l'indépendance, a suivi une politique de redressement d'une situation qui a été meilleure autrefois (31 % de la valeur des exportations en 1948). Des possibilités s'offrent en effet à l'élevage malgache : vastes superficies de l'Ouest, débouchés intérieurs et extérieurs en croissance régulière...

Tableau de la croissance de la consommation annuelle de viande par kg et par habitant.

Pays	Moyenne période 1930-1940	Moyenne période 1950-1960
Egypte	7	12
Canada	62	76
U.S.A.	64	75
France	53	68
Cuba	33	35

(Cité par R. GENDARME — Economie de Madagascar).

Il s'agit donc pour passer de l'« élevage contemplatif » à un « élevage-richesse nationale » :

— de reconstituer les pâturages : le cheptel peut être un facteur de dégradation rapide des sols lorsque l'éleveur n'est pas incité à utiliser rationnellement les terrains de pâture ;

— d'améliorer le rendement en lait et en viande des espèces par des croisements de races et la fixation de l'élevage nomade (un bœuf partant de Betroka peut perdre plusieurs dizaines de kg avant de parvenir à Fort-Dauphin, port d'exportation) ;

— de développer la culture des plantes fourragères, condition d'un élevage rationnel ;

— d'améliorer le contrôle sanitaire du cheptel ;

— de développer la commercialisation du lait sur le marché local ;

— de contrôler les circuits de commercialisation de la viande sur pied ;

— de dégager les investissements de valorisation : centres d'em-bouche industrielle, ranches d'élevage extensif, aménagement des pistes d'acheminement, abattoirs industriels et installations frigorifiques...

* Le plan quinquennal avait tracé cette voie ; le programme des grandes opérations pour 1968-1969 lui a donné un contenu précis (projets pour Majunga et la région de Tananarive) et chiffré (un montant total de 5,8 milliards FMG d'investissement est prévu).

— *Conclusion sur la production agricole :*

L'agriculture fournit 90 % des exportations malgaches. Cependant, le problème des débouchés est crucial pour certains produits (sisal, vanille, café, sucre). Le principal client reste la France (50 % des achats de produits agricoles : café, riz, sucre, tabac, viande) ; les exportations à destination des U.S.A., de l'Allemagne fédérale, de la Réunion sont en croissance.

Le marché intérieur est loin d'être saturé puisque 4,3 milliards FMG soit en moyenne importés chaque année (surtout blé et produits laitiers). Un effort de diversification des cultures pourrait éviter une partie de ces importations.

On peut enfin regretter que l'agriculture ait reçu 23 % seulement des investissements publics et privés prévus au Plan quinquennal.

PRODUCTION AGRICOLE

(en milliers de tonnes métriques)

	1954	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Riz naturel	1.000,0	1.170,0	1.050,0	1.212,0	1.167,0	1.237,0	1.242,0	1.300,0	1.240,0	1.353,0	1.355,0
Maïs et sorgho	63,0	75,4	72,4	83,5	92,0	88,5	94,0	85,0	91,0	100,0	106,0
Manioc	700,0	750,0	680,0	740,0	800,0	830,0	850,0	850,0	836,0	870,0	896,0
Pommes de terre	290,0	306,0	308,0	337,0	355,0	365,0	347,0	350,0	357,0	335,0	350,0
Haricots	35,0	43,5	32,8	40,1	43,6	15,8	45,5	41,0	23,7	23,4	25,0
Canne à sucre	450,0	800,0	760,0	950,0	963,0	980,0	1.000,0	1.000,0	1.050,0	1.300,0	1.300,0
Fruits tropicaux	53,0	61,0	60,0	62,3	76,0	63,0	65,0	67,0	68,0	68,0	69,5
Autres fruits	14,0	18,0	18,0	18,6	22,0	18,5	20,0	21,0	23,0	23,5	25,0
Bananes	110,0	125,0	120,0	124,0	127,0	137,0	140,0	150,0	155,0	145,0	140,0
Arachides	25,5	31,2	27,0	23,8	27,1	28,0	32,0	31,0	27,4	28,5	28,0 (1)
Coton (graines)	—	0,7	1,4	2,2	2,2	2,6	4,0	4,9	5,8	5,4	9,1
Café	43,0	51,0	45,0	55,8	45,0	50,0	54,0	48,0	55,7	50,0	45,0
Vanille	0,4	0,5	0,4	0,6	0,6	0,6	0,8	1,0	1,2	1,2	1,3
Girofle	2,2	4,7	1,6	5,2	7,6	4,4	3,5	4,8	4,5	6,0	0,5
Poivre	0,5	0,7	1,0	1,1	1,3	1,1	1,4	1,6	1,4	—	1,6
Tabac	4,8	4,9	4,7	4,0	4,4	4,2	4,6	5,9	4,4	—	—
Raphia	6,2	6,1	6,5	7,1	8,5	8,0	8,0	8,5	9,0	10,5	—
Sisal	7,7	11,2	11,0	13,2	16,0	20,0	22,8	27,0	28,8	24,2	—
Aleurite (graines)	3,4	4,2	5,9	3,3	5,7	3,2	6,2	7,5	1,0	1,3	1,5
Cacao	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	—
Huile de palme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coprah	—	—	—	—	—	—	—	2,5	2,6	—	—
Noix d'acajou	—	—	—	—	—	—	—	0,4	0,7	0,6	—

(1) Chiffre provisoire.

SOURCE : Ministère de l'Agriculture et I.N.S.R.E.

b) *Industrie et mines*

Les activités manufacturières, la production d'énergie et le secteur du bâtiment et travaux publics ont contribué pour 11 % du Produit Intérieur brut (soit 19 milliards FMG) en 1966. Depuis 1960, ce secteur a progressé au rythme de 6,5 % l'an en moyenne. Le programme des grandes opérations, en particulier, prévoit une augmentation notable des investissements industriels pour la construction de cinq grandes usines :

- usine textile à Majunga : 2,5 milliards FMG.
 - 800 emplois nouveaux.
 - valeur de la production : 1,25 milliard/an.
 - verrerie à Tamatave : 0,6 milliard FMG.
 - minoterie à Tamatave (complétée par une porcherie) : 1,3 milliard FMG.
 - tannerie à Tananarive : 0,3 milliard FMG.
 - savonnerie à Tananarive : 0,15 milliard FMG.
- soit, au total, 5,3 milliards FMG.

A l'heure actuelle, 300 entreprises environ ont plus de 100 salariés. En 1964, le secteur industriel employait 26 % des 192.000 salariés du secteur privé (industries 12 %, bâtiment 14 %).

Le niveau de l'activité industrielle restera encore modeste à Madagascar dans les années à venir car elle est limitée par l'exigüité du marché monétarisé (1 million de personnes sur 6 millions) et son fractionnement en centres éloignés et communiquant mal entre eux (Tananarive et ses environs représentent la moitié de ce marché).

D'autres facteurs expliquant la lenteur de l'industrialisation :

- la faible propension des grandes entreprises d'import-export à réinvestir leurs bénéfices dans la Grande Ile : malgré quelques apparences, cette situation ne s'est pas radicalement transformée depuis l'indépendance ;

- l'hésitation du gouvernement à renoncer aux revenus stables procurés par les droits d'importation sur les produits auxquels se substituerait une production nationale protégée (donc détaxée) ;

- la faiblesse des capitaux étrangers attirés par le Code des Investissements : outre qu'il n'est pas certains que les avantages retirés de

celui-ci par le pays soient supérieurs à son coût fiscal (dégrèvements), il semble qu'il soit un faible incitatif à l'investissement étranger qui trouve des facilités similaires dans d'autres pays d'Afrique et est plus sensible (lorsqu'il s'agit d'investisseurs sérieux) à des économies externes telles que : prix de l'énergie, état des infrastructures de transport...

— enfin, l'épargne nationale a tendance à s'investir dans des emplois improductifs (immobilier, commerce) ou à s'expatrier.

Le bilan de l'industrialisation est le suivant :

— industries alimentaires :	80 rizeries
	6 féculeries
	11 huileries
	4 sucreries
	1 brasserie
	1 usine de jus de fruits.
— industrie de la viande :	4 conserveries de viande
	2 tanneries.
— industrie du tabac :	9 usines.
— industries textiles :	1 cotonnière (+ Sotema à Majunga)
	1 corderie
	1 usine de sacs d'emballage en paka.
— industrie automobile :	2 chaînes de montage
— autres industries :	1 cimenterie
	1 papeterie
	1 raffinerie
	1 usine transformation métallurgique.

Outre les projets du programme des grandes opérations, le B.D.P.I. (Bureau de Développement et de Promotion Industriels) poursuit l'étude des possibilités de la pâte de bois, la fabrication de vêtements, les jus et conserves de fruits.

Dans le domaine de l'industrie extractive, beaucoup d'espairs ont dû être abandonnés : non seulement les multiples prospections du sol et du sous-sol malgaches ont eu un bilan décevant, mais les exploitations traditionnelles (Graphite, Mica, Urano-Thorianite, Béryl industriel, Quartz piézo-électrique) sont en baisse constante ou stabilisées sans perspective d'expansion.

(en tonnes)	1960	1963	1966
Graphite	14.445	19.244	16.365
Mica	1.010	965	716
Uranothorite	511	481	—
Monozite	42	615	850
Béryl industriel	636	411	12
Chromite	—	11.200	—
Quartz	11	29	100
Autres pierres précieuses et minerais industriels	363	8	19

SOURCE : Service des Mines.

Exportations en valeurs (millions FMG)

	1965	1966	1967
Graphite	462	451	432
Mica	241	258	259
Minerai de Chrome	26	—	—
Minerai de Thorium	88	75	38
Produits pétroliers	2	166	982
Total produits minéraux	846	977	1.740

Si on laisse de côté les réexportations de pétrole raffiné à Tamatave (déjà 1 milliard FMG en 1967), on voit que les recettes provenant des autres produits minéraux sont sensiblement en baisse, surtout depuis l'abandon de l'exploitation du Thorium par le C.E.A.

Cependant, la chromite devrait prendre un nouveau départ avec le contrat UGINE qui prévoit l'extraction de 100.000 tonnes par an pour l'exportation (soit 10 fois le volume extrait en 1961).

PRODUCTION INDUSTRIELLE ET MINERALE

(en tonnes métriques)

	1956	1958	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Cigarettes et tabacs (tonnes)	933	1.537	1.679	1.791	1.862	1.886	2.110	1.892	2.063
Savon	2.252	2.689	1.869	1.567	1.138	862	910	1.322	1.268
Bière (hl)	6.627	9.844	9.531	12.519	19.359	25.121	32.660	34.611	49.929
Sucre	44.859	67.377	85.292	85.793	85.354	108.354	113.040	105.000	109.175
Huile d'arachide	1.912	2.731	1.222	2.104	2.332	3.886	3.450	4.380	2.410
Coton tissé	840	1.194	961	1.208	1.785	2.020	2.410	2.613	3.030
Sacs	2.607	2.929	2.586	2.645	3.000	3.176	3.305	2.742	2.723
Ciment	—	7.943	18.450	20.964	16.918	40.736	42.686	39.192	50.714
Graphite	15.831	12.180	14.445	14.944	17.484	19.244	13.173	17.014	16.365
Mica	538	1.083	1.010	1.009	1.343	965	681	639	716
Uranothorite	360	540	511	417	535	481	560
Monazite	—	—	42	456	637	615	964	1.085	850
Béryle industriel	153	404	636	758	674	411	212	20	12
Chromite	—	—	—	10.000	18.454	11.200	11.710	2.383	—
Granite	163	236	—	51	103	4	68	—	—
Quartz	32	21	11	9	13	29	28	88	100
Autres pierres précieuses et minerais industriels	26	55	363	26	1	8	15	21	19
Phosphate	3.258	5.000	9.582	—	—	—	—	—	—

SOURCE : Institut National de la Statistique et de la Recherche Economique ;
Service des Mines.

Section 4. — LES TRANSPORTS

Le problème des transports intérieurs et des communications au sein de la Grande Ile reste un handicap fondamental au développement. Le réseau routier est très incomplet et mal entretenu. Certains axes vitaux ne sont en saison des pluies, que de mauvais chemins défoncés. Certaines dessertes secondaires sont en nette dégradation, voire impraticables (telle la liaison Vangaindrano - Fort-Dauphin).

L'effort gouvernemental en ce domaine s'est pourtant accru depuis 1960, passant de 1,4 milliard FMG par an pour les investissements routiers à une moyenne de 3,5 milliards par an actuellement. Pour la répartition de ces investissements il a été, à juste titre, tenu peu compte de la rentabilité immédiate de certains projets retenus par souci d'assurer des liaisons utilisables entre les diverses régions du pays, en particulier tenter de désenclaver certaines régions côtières. La répartition actuelle du parc automobile ne justifiait pas pour l'immédiat des choix de projets excentriques puisque 2/3 des véhicules sont sur les plateaux (cf. les tableaux ci-après) mais ces investissements sont nécessaires pour instaurer à long terme une véritable économie d'échange entre les régions.

LONGUEUR DES ROUTES NATIONALES

Provinces	Bitumées	Empierrées	En terre	Total
TANANARIVE	713	114	449	1.276
FIANARANTSOA	626	202	944	1.772
TAMATAVE	201	322	669	1.192
MAJUNGA	364	159	696	1.219
TULEAR	263	19	1.657	1.939
DIEGO-SUAREZ	170	2	696	868
Total	2.337	818	5.111	8.226

(SOURCE : Ministère de l'Équipement et des Communications).

**SITUATION DE L'ENSEMBLE DU PARC-AUTO PAR PROVINCE
ET PAR GENRE DE VEHICULES AU 1^{er} JANVIER 1968**

	G E N R E									
	Total	Moto-cyclettes	Voitures particulières	Autocars Autobus	Commerciales	Camions et Camionnettes	Voitures spéciales de transport	Voitures très spéciales incendie	Tracteurs	Remorques et semi-Remorques
TANANARIVE	36.961	2.140	22.295	1.450	1.287	10.727	176	171	577	138
FIANARANTSOA ..	7.842	318	3.430	285	176	3.432	27	22	94	58
TAMATAVE	8.018	643	3.359	100	195	3.159	23	22	311	206
MAJUNGA	5.556	368	2.278	28	121	2.323	40	22	322	54
TULEAR	7.152	330	2.834	103	206	3.331	20	20	245	63
DIEGO-SUAIREZ ..	7.770	677	3.417	62	157	2.900	22	19	398	118
Total	75.299	4.476	37.613	2.028	2.142	25.872	308	276	1.947	637

(I.N.S.R.E.)

La route a été délibérément sacrifiée au chemin de fer là où elle risquait de le concurrencer (Tananarive-Tamatave par exemple). Les transports routiers ont pris, en effet, une assez grande extension pour qu'un Comité de Coordination auprès de Ministre de l'Équipement essaie de régulariser. Le fait que les chemins de fer ne fonctionnent pas dans un système concurrentiel normal (absence d'autonomie financière, monopole de trafic sur certains tronçons) n'est peut-être pas la meilleure politique possible en matière de transports.

Madagascar dispose de 23 ports ou rades ouvertes, dont 4 seulement ont un trafic de quelque importance.

Total des marchandises manutentionnées par port
Navigation internationale — cabotage

Unité : Tonne

P O R T S	1965		1966		1967	
	Longs cours	Cabotage	Longs cours	Cabotage	Longs cours	Cabotage
TAMATAVE	472.732	106.776	552.955	79.336	831.548	126.583
MAJUNGA	135.353	109.870	146.633	118.170	126.307	125.117
DIEGO-SUAREZ	56.082	32.592	48.124	33.262	51.185	44.205
NOSSI-BE (1)	71.611	34.186	135.841	33.002	102.252	37.372
FORT-DAUPHIN	48.509	15.534	36.549	10.776	31.918	13.448
TULEAR	32.296	30.907	32.342	27.120	31.233	26.773
MANAKARA	29.576	23.558	23.924	23.384	27.819	24.289
MANANJARY	9.577	10.612	9.119	9.810	10.881	9.450
MORONDAVA	2.183	15.889	1.424	16.301	1.480	16.902
MOROMBE	11.771	28.408	8.748	21.017	1.540	19.024
SAMBAVA	276	15.295	1.230	15.407	—	18.257
ANTALAHA	1.143	13.575	536	14.505	1.079	13.488
MAROANTSETRA	66	7.157	204	6.139	—	6.980
VOHEMAR	1.905	4.675	1.854	5.188	877	4.651
ANALALAVA	2.528	6.504	36	6.581	—	5.649
Total	875.608	455.538	999.519	419.998	1.218.119	497.438

(1) Y compris Port Saint-Louis.

SOURCE : Direction des Douanes.

Le réseau de transport aérien intérieur est très dense, reliant 45 terrains. Ce réseau intérieur est déficitaire mais sert de facteur d'unification politique du pays ; le déficit est d'ailleurs plus que compensé par l'exploitation du Boeing-707 sur les lignes internationales.

TRAFIC AERIEN

	Unité	1964	1965	1966	1967
LIGNES EXTERIEURES : (Transit exclu)					
Nombre d'avions à l'arrivée	Avion	463	546	606	611
Voyageurs embarqués ..	Passager	22.774	23.119	35.624	30.874
Voyageurs débarqués ..	»	22.700	29.060	35.936	35.374
Frêt embarqué	Tonnes	711	1.142	1.281	1.479
Frêt débarqué	»	345	444	651	737
Poste embarquée	»	87	173	307	222
Poste débarquée	»	185	197	391	373
LIGNES INTERIEURES :					
Voyageurs	1.000 pass	104	107	115	113
Frêt	Tonnes	6.866	7.026	7.165	6.213
Poste	»	380	389	404	447

SOURCES : Lignes extérieures : ASECNA.

Lignes intérieures : AIR MAD + AIR FRANCE

Section 5. — LES ECHANGES EXTERIEURS

Par sa structure, le commerce extérieur de Madagascar est caractéristique des pays du Tiers-Monde ayant récemment acquis leur indépendance.

Nous verrons successivement :

- la dépendance vis-à-vis des produits ;
- la dépendance vis-à-vis de certains pays ;
- le déficit de la balance des paiements ;
- l'évolution des importations et des exportations.

a) *La dépendance vis-à-vis des produits*

Selon l'importance relative d'un ou plusieurs produits dans les exportations d'un pays, celui-ci est plus ou moins dépendant des fluctuations affectant le marché mondial de ces produits.

Pour mesurer la concentration des échanges extérieurs d'un pays, on peut calculer la part de chaque produit dans l'ensemble des exportations ou des importations. Pour les principales exportations agricoles de Madagascar on obtient le tableau suivant :

Valeurs en millions FMG

Produits	1965		1966		1967	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Café vert	7 132,9	31,5	7 593,3	31,5	8 121,9	31,6
Vanille	2 436,7	10,8	2 216,0	9,2	1 672,0	6,5
Sisal	1 381,3	8,7	1 006,1	4,2	742,9	2,9
Tabac	1 037,0	4,6	1 266,5	5,3	711,0	2,8
Sucre	1 161,7	5,1	1 485,4	6,1	2 137,8	8,3
Riz	675,7	3,0	1 052,2	4,4	1 854,2	7,2
Raphia	682,4	3,0	811,5	3,4	918,4	3,6
Girofle	743,6	3,3	579,2	2,4	875,6	3,4
TOTAUX		70,0		66,5		66,3

(SOURCE : GIBERT-LELEGARD — Cours de Commerce Extérieur — E.N.C.A.).

Le café représente donc près du tiers des exportations. Toutefois, la concentration des exportations malgaches est beaucoup moins impressionnante que celle d'autres pays en voie de développement comme le montre la somme des trois principales exportations dans le tableau suivant :

	% des 3 principales exportations par rapport au total
France (1966)	15,3 %
U.S.A. (1966)	19,8 %
Madagascar (1966)	47 % (café, vanille, sucre)
Australie (1959-1961)	60 %
Brésil (1959-1961)	65 % (café, cacao, coton)
Nouvelle-Zélande (1959-1961)	84 %
Côte-d'Ivoire (1959-1961)	91 % (café, cacao, bois)
Irak (1959-1961)	98 % (pétrole, dattes, orge)

b) *Dépendance vis-à-vis de certains pays*

La concentration géographique du commerce extérieur d'un pays sur un petit nombre de partenaires est souvent considérée comme un facteur de dépendance. Ce peut-être un facteur de sécurité à court terme si des accords commerciaux assurent au pays considéré l'écoulement de ses produits à des prix rémunérateurs : c'est néanmoins un facteur de dépendance et d'insécurité dans la mesure où, les accords préférentiels remis en cause, ce pays se trouverait brusquement sans débouchés. De même, le manque de diversification dans ses sources d'approvisionnements le rend dépendant de la production du pays-fournisseur et lui retire le bénéfice de la concurrence internationale (possibilité de s'approvisionner à meilleur compte ou à meilleure qualité).

Durant les quatre dernières années, la répartition entre les différents pays des exportations et des importations de Madagascar a été la suivante :

IMPORTATIONS (1)

VENANT DE	1964		1965		1966		1967	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
FRANCE	24.016	71,7	21.398	62,5	22.238	63,4	23.206	64,6
Autres pays C.E.E.	2.932	8,8	3.158	9,2	3.624	10,3	4.122	11,6
Etats Outre-Mer associés à la C.E.E.	486	1,5	1.047	3,1	1.086	3,1	941	2,6
Etats-Unis	1.501	4,6	1.608	4,6	2.237	6,4	2.457	6,8
Reste du Monde	4.487	13,4	7.055	20,6	5.889	16,8	5.159	14,4
TOTAL	33.452	100	34.166	100	35.074	100	35.885	100

(1) *SOURCE* : I.N.S.R.E. Situation Economique au 1^{er} janvier 1968.

EXPORTATIONS

VERS	1964		1965		1966		1967	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
FRANCE	12.315	54,4	10.122	44,8	11.057	45,9	9.428	36,7
Autres pays C.E.E.	1.386	6,1	1.747	7,7	1.789	7,4	1.300	5
Etats Outre-Mer associés à la C.E.E.	2.529	11,1	2.082	9,2	3.143	13	5.128	20
Etats-Unis	4.165	18,4	6.092	26,9	5.504	22,8	6.315	24,6
Reste du Monde	2.259	10	2.589	11,4	2.639	10,9	3.540	13,7
TOTAL	22.654	100	22.632	100	24.132	100	25.711	100

L'importance de la place de la France s'explique évidemment par le passé de la Grande Ile : les liaisons commerciales entre la métropole et sa colonie étaient privilégiées (quasi-monopole des exportateurs français, surprix dont bénéficiaient les produits malgaches sur le marché métropolitain). Si l'évolution vers une diversification des pays clients ou fournisseurs est en pratique très lente c'est que, outre l'appartenance à la zone Franc et l'association à la C.E.E. qui orientent Madagascar vers la France, outre l'importance de l'aide française qui est indirectement liée à la fourniture de biens ou la prestation de services d'entreprises françaises, l'existence des réseaux commerciaux traditionnels à une pesanteur qui n'est que lentement altérée par la modification des rapports politiques (même dans un sens très défavorable : exemple du Commerce France-Vietnam).

Il faut toutefois, remarquer l'importance croissante des autres pays membres de la C.E.E. dans le commerce extérieur malgache et surtout celle des Etats d'Outre-Mer associés à la C.E.E. (de 11,1 % des exportations en 1966, à 20 % en 1967).

c) *Le problème de l'équilibre de la balance des paiements*

La balance des paiements malgaches se présente sous la forme simplifiée suivante :

	(en milliards)	1962	1963	1964	1965	1966
Biens et Services		+ 0,1	— 5,2	— 5,7	— 5,3	— 8,5
Paiements des facteurs (rapatriement de capitaux)		—10,2	—10,2	—10,0	— 9,1	— 7,4
Solde du compte d'exploitation avant transfert		—10,1	—15,4	—15,7	—14,4	—15,9
Transferts		+11,3	+11,9	+12,9	+10,2	+10,5
Solde du compte d'exploitation		+ 1,2	— 3,6	— 2,8	— 4,2	— 5,4
Solde du compte de capital		+ 1,5	+ 2,1	+ 3,2	+ 4,9	+ 3,1
Mouvements monétaires			1,8	— 0,3	0,5	0,5
Erreurs et omissions		— 2,7	— 0,2	— 0,1	— 1,2	+ 2,8

(SOURCE : B.I.R.D.).

Cette balance des paiements fait apparaître la forte influence des transactions étrangères sur l'économie malgache (en particulier celles de la zone Franc, et surtout de la France). Cette influence ne s'exerce

pas seulement sur les mouvements de marchandises (cf. *a* et *b* ci-dessus); prenons par exemple l'année 1966 : le déficit s'élève à 16 milliards FMG (excédent des importations sur les exportations + rapatriement de capitaux); il a été financé par des paiements de transfert (aide étrangère) de 10,5 milliards, un apport de capitaux à long terme de 3 milliards (+ erreurs et omissions : 2,8). La libre convertibilité du FMG en Francs Français entraîne la libre transférabilité des capitaux (et donc les mouvements de rapatriement de capitaux qui réduisent au minimum l'épargne nationale) : l'équilibre des comptes n'est assuré que par les paiements de transfert considérables à titre public (aide), il est bien évident qu'aussi longtemps que le FMG sera convertible, l'équilibre des comptes extérieurs sera étroitement dépendant de la continuité et des fluctuations de l'aide.

La balance commerciale (import-export) est équilibrée avec les pays extérieurs à la zone Franc, en fort déséquilibre avec celle-ci.

Le déficit commercial (excédent des importations sur les exportations) a évolué comme suit :

(en milliard FMG)	1960	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967
Exportations	18,4	19,1	23,2	20,2	22,6	22,6	24,1	25,7
Importations	27,5	25,5	30,0	31,4	33,4	34,1	35,0	35,8
Solde	- 9,1	- 6,4	- 6,8	-11,2	-10,8	-11,5	-10,9	-10,1
Couverture des importations par les exportations	67 %	75 %	77 %	64 %	68 %	66 %	69 %	72 %

(SOURCE : I.N.S.R.E.).

d) *Evolution des importations et des exportations*

Le taux de croissance globale des exportations a été légèrement inférieur à 2 % par an entre 1962 et 1967.

Exportations
(milliards de FMG)

	1964	1965	1966	1967
<i>Exportations totales</i>	23,3	22,7	24,1	25,7
Café	7,4	6,1	7,6	8,1
Riz	2,2	1,5	1,1	1,9
Vanille	2,2	1,6	2,2	1,7
Sucre	1,6	2,3	1,5	2,1
Sisal	1,1	2,1	1,0	0,7
Viandes et produits à base de viande	1,1	1,2	1,6	1,3
dont : (en pourcentage)				
France	53,8	54,3	45,8	36,7
Autres pays de la C.E.E.	5,7	6,0	7,2	4,9
Réunion	5,3	5,1	6,6	10,6
Sénégal	1,3	2,1	2,3	4,5
Algérie	5,5	—	0,1	0,9
Etats-Unis	15,4	18,4	22,3	24,6

Plusieurs des principaux produits agricoles exportés (90 % des exportations totales) se sont heurtés simultanément à des difficultés de commercialisation : café, vanille, poivre, sel. Pour le riz et la viande, les difficultés proviennent surtout de la production intérieure dont l'essentiel de la croissance est absorbée par le marché local.

Les exportations se décomposent de la façon suivante :

Valeur : en millions de FMG

Noyau de regroupement	1966	%	1967	%
1 — Produits agricoles bruts	16.433,1	68,1	15.579,5	60,6
2 — Produits minéraux	927,3	3,8	826,2	3,2
3 — Energie	167,4	0,7	982,5	3,8
4 — Produits des ind. alim. loc. ..	5.012,0	20,8	6.336,3	24,6
5 — Produits des autres ind. loc. ..	1.043,0	4,3	894,6	3,5
6 — Autres produits industriels ..	548,7	2,3	1.092,2	4,3
TOTAL	24.131,5	100,0	25.771,3	100,0

SOURCE : I.N.S.R.E. (Statistiques douanières).

Quant aux importations, elles équivalent à 20 % du Produit Intérieur Brut (et entrent donc pour 17 % dans les ressources disponibles totales = PIB + Imports). La permanence d'un fort courant d'importations en provenance de France, malgré une relative diversification récente, présente les inconvénients de longs délais d'approvisionnement ; l'accroissement des achats à d'autres pays (Côte orientale et méridionale de l'Afrique, Australie) se heurte aux routes maritimes existantes, exploitées par des compagnies françaises et scandinave : la création d'une marine marchande nationale qui possède deux longs courriers n'a guère changé cet état de fait.

Le taux de croissance des importations entre 1962 et 1967 a été en moyenne de 3,6 % (plus que pour les exportations). Il est à remarquer, comme le montre le tableau ci-dessous, que cet accroissement concerne surtout les biens d'équipement, les biens de consommation sont restés stationnaires en valeur absolue (baisse en valeur relative de 47 à 41 % des importations).

Importations (c.a.f.)
(milliards de FMG)

	1962	1964	1966	1967
<i>Importations totales</i>	30,0	33,5	35,1	35,9
dont :				
Produits primaires	5,9	6,7	7,2	7,4
Energie	1,1	1,3	1,8	1,5
Equipement	5,1	7,5	7,5	8,7
Denrées alimentaires	3,9	4,1	4,8	3,8
Biens de consommation	14,0	13,9	13,8	14,5
dont : (en pourcentage)				
France	74,3	72,0	63,0	64,7
Autres pays de la C.E.E.	7,0	8,8	10,4	11,5
Etats-Unis	2,3	4,5	6,4	6,8

Cette évolution est encourageante, d'autant qu'il semble que l'on n'ait pas encore épuisé toutes les possibilités de substitution de produits locaux aux importations de consommation. Toutefois, il faut remarquer que l'on compte dans les biens d'équipement les véhicules automobiles : s'il est légitime de considérer les véhicules utilitaires comme un investissement, il semble que les voitures particulières soient, par destination, un bien de consommation, c'est-à-dire un bien n'étant pas utilisé à une activité de production mais à la satisfaction de besoins privés.

Les importations automobiles ont évolué comme suit depuis 1965 :

	1965		1966		1967		1968 (chiffres provisoires)	
	quantités	valeur	quantités	valeur	quantités	valeur	quantités	valeur
Matériel de transport	8.884	3,762	8.032	3,783	11.041	5,264	12.925	5,883
<i>dont :</i>								
Voitures de tourisme et autobus	3.115	1,234	2.708	1,052	3.053	1,160	3.485	1,361
Camions	1.350	0,760	1.473	0,775	1.885	1,235	2.162	1,481
Tracteurs	184	0,196	222	0,175	340	0,396	370	0,476
Cycles et motocycles	5.013	0,087	6.461	0,108	7.717	0,117	7.613	0,141

(SOURCE : Statistiques douanières).

(valeurs en milliards)

On assiste à un accroissement en valeur des importations de camions et camionnettes de + 18 % par an en moyenne depuis 1960 contre 6 % seulement pour les voitures de tourisme et autobus :

	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968
Voitures de tourisme et autobus	+ 5 %	+ 7 %	+ 0,6 %	+ 17 %	- 14 %	+ 10 %	+ 17 %
Camions	+ 9 %	- 2 %	+ 47 %	- 27 %	- 2 %	+ 59 %	+ 20 %

Cependant, le parc automobile, en 1960, comptait 43 % de voitures particulières et 39 % de camions ; au 1^{er} janvier 1968, 49 % de voitures particulières dont les 2/3 à Tananarive et 34 % de camions.

Au total, les importations se décomposent de la façon suivante :

<i>VALEURS en millions de FMG courants</i>									
Groupements d'utilisation	1964	%	1965	%	1966	%	1967	%	
1 — Matières premières et demi-produits	6.691,7	20,0	6.365,1	18,6	7.156,9	20,4	7.376,6	20,5	
2 — Energie	1.256,9	3,8	1.382,1	4,0	1.849,8	5,3	1.527,8	4,3	
EQUIPEMENT :									
3 — pour l'agriculture	256,1	0,8	264,0	0,8	269,7	0,8	293,7	0,8	
4 — pour l'industrie et les autres activités collectives	7.204,1	21,5	6.798,7	19,9	7.265,2	20,7	8.387,8	23,4	
5 — Alimentation	4.120,1	12,3	6.360,6	18,6	4.773,2	13,6	3.759,5	10,4	
6 — Produits de consommation	13.922,7	41,6	13.005,9	33,1	13.753,8	39,2	14.539,5	40,5	
Ensemble des importations	33.451,6	100,0	34.166,4	100,0	35.073,6	100,0	35.885,3	100,0	

SOURCE : I.N.S.R.E. (Statistiques douanières)

Il est possible d'accentuer les efforts entrepris pour la substitution de produits locaux aux importations et dont les résultats se traduisent par une diminution des importations de certaines catégories de denrées alimentaires et de produits de consommation (en particulier denrées alimentaires transformées, boissons, vêtements). Dans le domaine agricole, Madagascar pourrait répondre à ses besoins en blé, en produits laitiers et pratiquement en bière. D'autres importations pourraient être remplacées par une extension de la production locale de coton, de bois et d'articles en bois.

Il est à noter que le Gouvernement applique un contingentement (restrictions d'importations) sur les huiles comestibles, les batteries, le ciment et les sacs dans le but de protéger des industries nationales.

Section 6. — LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR

On verra successivement :

- la planification du développement,
- et — ses moyens : la politique financière.

a) *La planification*

A. — ADMINISTRATION

L'organe central de la planification est théoriquement le Commissariat Général au Plan — En pratique, il semble que cet organisme manque de l'influence politique suffisante pour imposer des arbitrages inter-régionaux et une coordination aux orientations des divers ministères et organismes publics et para-publics chargés de l'Economie : Ministères des Finances, de l'Agriculture, de l'Équipement, de l'Intérieur, S.N.I., B.D.P.I., B.N.M., etc.

B. — TENDANCES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Au cours du 1^{er} Plan Quinquennal, l'effort nécessaire porté sur l'infrastructure routière a nuï au développement agricole qui a reçu peu de crédits et trop dispersés. Le développement industriel a été décevant, beaucoup de projets n'ayant pas atteint la rentabilité escomptée. Ce qui gêne le développement des activités de transformation est d'abord l'exiguïté du marché monétaire intérieur; l'extension de celui-ci (et donc des débouchés potentiels de l'industrie locale) passe par la généralisation des revenus monétaires dans la population rurale au moyen des cultures de rapport. Ce sera le rôle des coopératives et syndicats de communes d'orienter la production paysanne vers la commercialisation car les investissements agricoles des entreprises privées sont sans doute à un plafond.

Cette modification des comportements paysans, extrêmement délicate dans tous les pays du monde, ne sera acquise que si les organismes de collecte sont dotés à tous les niveaux d'un personnel compétent et honnête et si les rémunérations versées aux producteurs sont rapidement payées et ne subissent pas des fluctuations dues à la mauvaise gestion des services : le paysan est peu sensible à la collectivisation ou la nationalisation de l'écoulement de ses produits si sa situation doit en devenir plus précaire qu'au temps de l'intermédiaire exploitateur.

Pour ces raisons, il semble que les planificateurs abandonnent l'universalisme du 1^{er} Plan pour concentrer leurs projections sur des projets précis, en particulier de développement de productions agricoles d'exportation. Accroître le niveau des exportations, malgré des perspectives médiocres pour les cinq années à venir (cf. tableau), en concentrant tous les fonds disponibles sur des projets agricoles axés sur l'exportation serait, selon certains organismes internationaux, la meilleure façon d'augmenter les revenus et le potentiel d'épargne malgré le manque de dynamisme du secteur industriel.

EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES (perspectives)

	1967		1972	
	VOLUME (milliers de tonnes)	VALEUR (millions de FMG)	VOLUME (milliers de tonnes)	VALEUR (millions de FMG)
Café	49,904	8,122	55,000	8,933
Riz	40,031	1,854	40,000	1,854
Vanille	666	1,672	840	1,756
Girofle	5,259	876	5,600	920
Poivre	1,451	259	1,470	260
Haricots	11,616	537	21,200	700
Arachides	5,682	364	—	—
Sucre	76,742	2,138	79,000	2,140
Manioc, Tapioca	16,918	392	20,000	450
Tabac	2,543	711	3,500	710
Bananes	21,517	264	20,000	250
Huiles essentielles	995	555	1,000	560
Sisal	20,151	721	25,500	1,000
Raphia	7,229	918	8,000	1,000
Viande	2,682	528	600	144
Conserves de viande	3,361	800	—	—
Poisson	2,280	160	1,300	176
Peaux et cuirs	2,266	372	3,000	410
Bois	—	—	100,000 m ³	300
		21,243		21,563

SOURCE : B.I.R.D.

Cette orientation a été prise avec le Programme des Grandes Opérations : il signifie une reconversion de la politique agricole du Gouvernement qui a décidé d'accroître ses investissements dans ce secteur sans attendre le 2^e Plan (origine du Programme : Ministère des Finances).

COUT DU PROGRAMME DES GRANDES OPERATIONS

<i>(en milliards FMG)</i>	1968	1968	1970 et années suivantes
Agriculture	3,575	5,054	11,364
Industrie	2,825	2,235	0,250
Équipement et communications	0,788	1,590	0,892
Syndicats de communes	1,128	0,253	—
TOTAL	8,316	9,132	12,506
Financé par :			
Emprunts à l'étranger	1,855	2,936	2,352
Ressources locales	2,597	1,645	5,122
Subventions	0,784	1,723	1,937
Fonds privés	3,080	2,828	3,095

Si la participation des fonds privés aux projets industriels est assurée, elle est beaucoup plus problématique dans les projets agricoles. Ceux-ci mettent l'accent sur la création de larges unités économiques, grandes fermes d'élevage ou plantations, organisées initialement en fermes d'Etat — (il est conseillé au lecteur de se reporter à la lecture intégrale du Programme des Grandes Opérations).

C. — PERSPECTIVES ECONOMIQUES

Sur les cinq prochaines années, les perspectives sont liées aux recettes d'exportation et la formation brute de capital fixe (travaux d'infrastructure, équipement,...). L'avenir des exportations n'est guère encourageant : un accroissement des exportations minérales peut seul provenir de la nouvelle usine de chromite et des réexportations de pétroles ; les exportations agricoles sont incertaines au-dessus du niveau actuel. L'augmentation des exportations ne devrait pas dépasser 2,5 %.

Les effets de l'augmentation prévue des investissements productifs ne se feront sentir que dans quelques années. Pour les cinq années à venir, les perspectives limitées de croissance industrielle, la persistance d'un large secteur d'autosubsistance, la progression très lente des ex-

portations laissent à penser que le taux de croissance du PIB ne devrait guère dépasser le taux actuel.

L'effet du Programme des Grandes Opérations, s'il est exécuté dans les délais prévus, sera d'élever le taux d'investissement de 10 % à 14 % environ du PIB (la formation brute de capital fixe devrait passer de 17 milliards FMG en 1966, à 28 milliards en 1972). Il ne semble pas que la balance des paiements risque un déséquilibre grave du fait de ce relèvement de l'investissement car les importations de biens d'équipement représentent actuellement moins de 40 % de la formation brute de capital fixe.

b) *Les Finances publiques*

Le Gouvernement Malgache, au contraire de certains gouvernements africains, a toujours pratiqué une politique monétaire et budgétaire très prudente. Le budget de fonctionnement de l'Etat a toujours été excédentaire depuis 1960-1961. Les recettes fiscales augmentent depuis dix ans malgré une certaine évasion fiscale qui n'est pas le fait des seuls assujettis à l'impôt minimum.

Le Trésor détenait jusqu'à 1968 des soldes créditeurs importants auprès de l'Institut d'Emission ; la dégradation rapide de sa position en 1968 (cf. tableau ci-dessous) semble indiquer que ces soldes ont été utilisés pour financer l'investissement public ainsi qu'il était possible (cf. tableau du financement des investissements publics, p. 122).

Comptes créditeurs à l'I.E.M. (milliards FMG)

1967 Déc.	1968 Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
5,9	5,5	5,4	4,3	3,1	2,7	2,4
	1968 Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
	1,9	2	1,7	1,3	2,9	1,5

(SOURCES : Bulletins mensuels de l'I.N.S.R.E., n^{os} 149 à 161).

Madagascar fait partie de la zone Franc, ses réserves de changes, maintenues à un niveau satisfaisant, sont déposées auprès du Trésor Français.

Depuis 1960, les opérations financières de l'Etat (dépenses d'équipement) se sont soldées par un déficit total assez important. Sauf en 1965, ce déficit a été largement couvert par l'aide étrangère et par les emprunts, notamment les subventions budgétaires accordées par la France (en moyenne 1,7 milliards par an de 1964 à 1966).

Déficit budgétaire global

(en millions de FMG)

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Recettes de fonctionnement	24.904	28.546	29.684	33.128	34.659	36.413
Dépenses de fonctionnement avant déduction du service de la dette	- 24.390	- 25.308	- 27.534	- 28.962	- 32.535	- 32.753
Excédent du compte d'exploitation avant déduction du service de la dette	541	3.238	2.150	4.166	3.306	3.660
Service de la dette	- 879	- 471	- 528	- 508	- 816	- 549
Dépenses d'équipement (dont les dépenses de l'Etat)	- 2.631	- 2.241	- 3.738	- 4.479	- 4.108	- 5.786
	(- 1.226)	(- 1.656)	(- 2.981)	(- 3.328)	(- 3.619)	(- 4.924)
Déficit total	- 2.996	- 526	- 2.116	- 821	- 2.618	- 2.675

Opérations de financement

	1964	1965	1966
<i>Déficit budgétaire total</i>	- 821	- 2.618	- 2.675
Opérations du Trésor	- 627	- 468	- 777
Mouvements des fonds dépensés par le Trésor	+ 11	- 1.924	- 3
Déficit total du Trésor	- 1.437	- 5.010	- 3.455
FINANCEMENT			
<i>Sources étrangères</i>	2.576	+ 2.237	4.718
Subvention budgétaire de la France	(1.839)	(1.720)	(1.700)
Emprunt à l'étranger	(737)	(517)	(3.018)
<i>Participation nationale :</i>			
Emprunts intérieurs	(6)	(-)	(140)
Mouvements des soldes du Trésor (a)	(- 1.145)	(2.772)	(- 1.503)

(a) Le signe moins signifie une augmentation des soldes du Trésor.
(SOURCE : B.I.R.D.).

Toutefois, l'effort accru d'investissement entrepris depuis quelques années pose le problème de son financement. Le financement de la hausse des investissements devra se tourner vers :

- l'excédent du budget de fonctionnement ;
- des tirages sur les propres soldes de l'Institut d'Emission (qui n'est pas libre d'accroître sans limite le volume du crédit) ;
- des emprunts extérieurs assez forts mais qui compenseront pour une bonne part la baisse prévisible de l'aide sous forme de dons (la dette extérieure n'est actuellement pas très élevée) ;
- une hausse de l'épargne publique : c'est-à-dire une hausse de l'imposition, déjà engagée en 1969 ;
- une hausse du taux d'épargne nationale de 1 à 4 % du PIB (cette épargne étant supposée réinvestie dans le pays).

On peut établir les prévisions suivantes pour l'investissement public et son financement :

<i>Milliards de FMG</i>	1967	1968	1969	1970	1971	1972
<i>Investissement</i>						
Etat	4,0	9,9	11,0	12,0	12,0	12,0
Projets F.E.D. et F.A.C.	3,8	3,5	3,5	3,0	3,0	2,5
Autres éléments du secteur public	2,6	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5
	10,4	15,1	16,0	16,5	16,5	16,0
<i>Financement</i>						
Contribution de la France au budget	1,7	1,8	1,5	1,3	1,2	1,1
F.E.D. et F.A.C.	4,0	4,0	4,0	4,0	4,5	4,5
Excédent de l'Etat	0,2	— 1,2	— 1,6	— 1,1	— 0,6	— 0,1
Excédents des budgets provinciaux	— 0,4	— 0,3	0,4	0,6	0,7	0,9
Emprunts à l'étranger	2,0	4,8	6,2	8,1	6,2	5,6
Emprunts intérieurs et utilisation des soldes	2,9	5,0	3,0	1,0	1,0	1,0
Déficit	—	0,4	2,5	2,6	3,5	3,0
	10,4	15,1	16,0	16,5	16,5	16,0

(SOURCE : B.I.R.D.).

Comme on s'en rend aisément compte, le financement des investissements publics est trop largement tributaire de l'extérieur, en particulier de l'aide financière. Pour obtenir la certitude de réaliser le programme fixé (aucun pays ne semble susceptible de se substituer à l'aide bilatérale française), il serait souhaitable que Madagascar mobilise plus largement ses propres ressources en vue de son développement : cela signifie une restriction volontaire de la consommation (en particulier celle de la région privilégiée de Tananarive), un relèvement de l'impôt sur le revenu, un contrôle de l'épargne expatriée, une affectation de toutes les ressources disponibles aux investissements productifs.

*
**

CONCLUSION SUR L'ECONOMIE DE MADAGASCAR

Madagascar entame une période d'effort soutenu d'investissement public. Faut-il en attendre une modification spectaculaire de la situation économique ? Au cours des dernières années, la croissance globale de l'économie a été lente et les revenus par habitant sont restés stationnaires ; l'investissement (dont le taux global a été 10 % du PIB) a été financé surtout par un apport de capitaux étrangers : l'épargne intérieure (environ 7 % du PIB) est pour l'essentiel transférée à l'étranger (bénéfices rapatriés) comme le montre la balance des paiements ; l'épargne nationale est faible. Les objectifs ambitieux du Plan Quinquennal n'ont, pour la plupart, pas été atteints (sauf l'accroissement de la consommation des administrations).

Ceci tend à prouver que, quelle que soit la qualité des équipes dirigeantes, le développement d'une économie sous-développée ne va pas de soi. Essayons de mesurer sur un exemple chiffré proposé par un expert de l'I.N.S.R.E. ce que représente un accroissement relativement modeste (par exemple 1 %) du rythme de développement de l'économie (et une amélioration du même ordre des revenus des habitants) ; prenons les chiffres de l'équilibre des ressources et des emplois de l'économie malgache pour 1965.

<i>Ressources</i> (en milliards)			200,4
— Produit intérieur brut		166,2	
dont :			
● production des entreprises :	137,7		
— non commercialisée .. 48			
— commercialisée	89,7		
● salaires distribués par les administrations	28,5		
dont :			
— malgaches	17,9		
— étrangères	10,6		
<i>Importations</i>		34,2	
<i>Emplois</i>			200,4
— Consommation finale		161,8	
● des administrations :	41,8		
— malgaches	25,7		
— étrangères	16,1		
● des ménages :	120,0		
— autoconsommation .. 48			
— production commercialisée	72		
— Formation brute de capitale fixe	16,0		
— par les administrations	9,9		
— par les entreprises et les ménages	7,1		
<i>Exportations</i>	22,6		

L'équilibre serait ainsi modifié par un taux d'accroissement réel de 1 % :

<i>Variation des ressources</i> (en milliards) :		+ 2,0
— produit intérieur brut	+ 1,7	
dont :		
● produits des entreprises	+ 1,5	
● salaires de l'Etat	+ 0,2	
— importations	+ 0,3	
<i>Variation des emplois :</i>		
— consommation des ménages	+ 0,25	
— consommation des administrations	+ 0,25	
— formation brute de capital fixe	+ 7,3	
— exportations	+ 0,2	
— <i>déficit</i>	+ 6,5	

Ce déséquilibre énorme (6,5 milliards) provient du fait que pour accroître la production de 1,7 milliards, il faut investir 7,3 milliards (accroissement de 42 % des investissements existants) = ce rapport entre une production nouvelle et l'investissement préalable qu'elle nécessite est appelé le *coefficient marginal de capital*. Comment financer ce déséquilibre qui entraîne un déficit de la balance commerciale (déjà 11 milliards en 1965, ce qui le porterait à 17,5) ? L'apport financier extérieur est de 19,4 milliards : il faudrait donc que cet apport croisse de 25 % (50 % si on ne considère que les apports en capitaux et non les apports en crédits de fonctionnement) pour réaliser l'objectif.

On voit l'ordre de grandeur des difficultés et les coûts du développement. Il est donc préférable de choisir la lucidité et de ne pas s'illusionner sur l'effort à accomplir ni sur la modestie des résultats prévisibles. Aucun pays n'a réussi son décollage économique sans réinvestissement intensif des richesses produites, au détriment de la consommation immédiate. Dans le Tiers-Monde, l'essentiel de l'accroissement de richesse ne peut provenir que d'une productivité accrue du secteur agricole ; si cet accroissement des ressources doit être réinvesti, cela signifie un sacrifice de la part des masses rurales : ce serait une erreur politique grave que d'imaginer celles-ci l'acceptant alors que les classes urbaines et la fonction publique verraient leur niveau de vie s'aligner sur celui des pays développés.